

Ariane 6 : un bon compromis ?

Faut-il se réjouir des résultats du sommet spatial européen de Séville sur l'avenir d'Ariane 6 et de l'industrie spatiale européenne ? Pour FO Métaux, le doute est permis. Certes, l'accès autonome à l'espace, problématique ô combien stratégique, est pour un temps garanti. Certes, les vingt-deux membres de l'ESA se sont accordés sur un « soutien financier » pour assurer l'équilibre économique du lanceur jusqu'à l'horizon de 2030. Mais de là, à y voir « un succès majeur et un moment décisif pour l'histoire spatiale européenne », comme l'a déclaré le ministre de l'Economie, des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique Bruno Le Maire, il y a un pas qui nous semble difficile à franchir.

Car les contreparties de ce compromis sont considérables et, pour FO Métaux, en réduisent d'autant la portée. Le modèle de retour géographique qui leste la compétitivité d'Ariane 6 et Vega-C ne change pas. En revanche, il est demandé à ArianeGroup et à ses fournisseurs de réduire, une nouvelle fois, leurs coûts de 11 % au nom de la compétitivité – FO Métaux fera tout pour que ce ne soit pas les salariés qui paient la facture. L'italien Avio gagne la possibilité d'exploiter le lanceur Vega-C, dont sa commercialisation, de manière indépendante, ce qui pose, en parallèle, la question du futur d'Arianespace. Et surtout, l'ouverture à la concurrence devient réalité, ce qui va permettre à l'Allemagne d'offrir à son secteur spatial à moyen et long terme la possibilité de disputer à ArianeGroup le leadership européen dans les lanceurs lourds spatiaux. La France dispose, d'ailleurs elle aussi, d'une petite galaxie de start-ups animées par la même ambition...consolidant une concurrence intra-européenne qui ne manquera pas de provoquer des dégâts.

La période qui s'ouvre sera peut-être riche en innovation mais va aussi lancer une véritable guerre de l'espace. Cette bataille qui s'annonce d'abord européenne permettra-t-elle vraiment de contrer Space X ? Si le compromis sauve Ariane 6 à court terme, il semble que l'Europe soutienne le futur lanceur lourd comme la corde soutient le pendu, puisque ce dernier se trouvera à terme concurrencé par les nouveaux acteurs dont l'actuel accord aura favorisé l'émergence. Alors, pour les salariés et l'industrie française, dont notre organisation regarde l'avenir sur le long terme, le compromis est-il réellement bon ? *Pour maintenir la future concurrence dans « un cadre de coopération »*, Paris veut s'en remettre à l'ESA et à la Commission européenne. Est-ce bien réaliste vu les récents déchirements de l'Europe spatiale et une décision qui met en avant le « tous ensemble » sur le court terme pour mieux promouvoir le « chacun pour soi » sur le long terme ?

Pour FO Métaux, l'avenir du secteur spatial doit être pensé au-delà de 2030 et dans un cadre de concurrence mondiale où un affrontement avant tout intra-européen risque de faire plus de mal que de bien. Les atouts, les compétences et les savoir-faire de cette industrie et de ses salariés ne doivent pas être sacrifiés au profit de petits intérêts nationaux si notre continent ambitionne de demeurer un acteur de premier plan du spatial.

Paris, le 8 novembre 2023

Contact

Bruno DUBEARN, Délégué Syndical Central FO ArianeGroup 06.70.40.29.12.

Edwin LIARD, Secrétaire Fédéral en charge du secteur Aéronautique, Espace et Défense 06.71.94.70. 94.